



HAL
open science

Mesure de la volatilité électorale en France, 1993-1997

Marc Swyngedouw, Daniel Boy, Nonna Mayer

► **To cite this version:**

Marc Swyngedouw, Daniel Boy, Nonna Mayer. Mesure de la volatilité électorale en France, 1993-1997. *Revue Française de Science Politique*, 2000, 50 (3), pp.489 - 514. 10.3406/rfsp.2000.395485 . hal-01011332v2

HAL Id: hal-01011332

<https://sciencespo.hal.science/hal-01011332v2>

Submitted on 3 Jul 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mesure de la volatilité électorale en France (1993-1997)

In: Revue française de science politique, 50e année, n°3, 2000. pp. 489-514.

Citer ce document / Cite this document :

Mayer Nonna, Boy Daniel, Swyngedouw Marc. Mesure de la volatilité électorale en France (1993-1997). In: Revue française de science politique, 50e année, n°3, 2000. pp. 489-514.

doi : 10.3406/rfsp.2000.395485

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_2000_num_50_3_395485

Résumé

L'étude mesure la mobilité électorale entre deux scrutins (élections législatives de 1993/présidentielle de 1995 ; présidentielle de 1995/législatives de 1997) à partir de deux enquêtes du CEVIPOF. Elle innove par sa définition extensive de la mobilité, incluant tous les choix possibles, non-vote et vote blanc compris, et par la distinction qu'elle fait, à l'aide d'un modèle log-linéaire, entre les trajets statistiquement significatifs et la mobilité « normale » induite par les différences de taille entre électorats. On en retiendra que le taux de mobilité observé est élevé : un électeur sur deux environ change de vote entre deux élections. Mais celle-ci pour l'essentiel résulte de va-et-vient entre vote et abstention, ou de mouvements internes à chaque camp. La transgression de la frontière gauche-droite, malgré la percée d'un parti comme le Front national, reste marginale. Pour gagner une élection, il s'agit moins d'attirer les électeurs de l'autre bord que de convaincre son propre camp d'aller aux urnes.

Abstract

Measuring electoral volatility in france, 1993-1997

The study, based on two CEVIPOF surveys, measures electoral mobility between two elections (1993 Parliamentary/1995 Presidential elections ; 1995 Presidential/1997 Parliamentary elections). It innovates by its extensive definition of mobility, taking into account all possible choices, including non voting and invalid votes, and by differentiating, with the help of a log-linear model, between statistically significant mobility and « normal » mobility generated by the differences in the size of electorates. It shows that the rate of mobility is fairly high : half of the voters change their vote in two successive elections. But most of it consists in back and forth movements between voting and non voting, or in internal mobility, within the Left or the Right camps. The transgression of the Left/Right divide is exceptional, despite the rise of a party such as the Front national. To win an election, the problem is not so much to attract voters from the opposite side as to convince those who are on one's own side to go to the polls.

MESURE DE LA VOLATILITÉ ÉLECTORALE EN FRANCE (1993-1997)

MARC SWYNGEDOUW
avec la collaboration de
DANIEL BOY ET NONNA MAYER

Depuis la fin des années 1970, nombre d'auteurs font état d'une « volatilité » croissante de l'électorat. Elle serait liée à l'érosion des « identifications partisans » et des clivages sociaux ou religieux qui, jusqu'ici, structuraient les votes (cf., notamment, Butler et Stokes, 1974 ; Nie, Verba, Petrocik, 1976 ; Pedersen, 1979 ; Crewe, 1985 ; Grunberg, 1989). Mais le concept est trompeur, car les travaux cités ne s'accordent ni sur la définition ni sur la mesure de cette « volatilité » (Lehingue, 1997). Celle-ci diffère considérablement selon qu'elle est saisie au niveau individuel ou partisan, entre deux élections (Dupeux, 1965 ; Boy et Dupoirier, 1990) ou sur plusieurs (Ysmal, 1988 ; Jaffré et Chiche, 1997), à l'aide d'un panel (Himmelweit et *al.*, 1984) ou sur la base des remémorations des votes passés, sur les seuls votes exprimés ou en prenant en compte l'abstention et le refus de vote comme choix possible (Jadot, s.d.), en privilégiant un type de trajet – passages gauche-droite, itinéraires des électeurs du FN (Mayer, 1999 ; Perrineau, 1997) ou en les retenant tous, etc.

Notre étude, limitée à la France, s'inscrit dans la continuité de celles qui reconstituent les itinéraires individuels des électeurs entre deux élections, en se fondant sur la remémoration de leurs votes antérieurs. Les deux paires d'élections choisies sont les législatives de 1993 et la présidentielle de 1995, d'une part, la présidentielle de 1995 et les législatives de 1997, d'autre part. Nos données proviennent de deux enquêtes post-électorales du CEVIPOF (Centre d'étude de la vie politique française). La première, effectuée au lendemain de l'élection présidentielle de 1995, reconstitue les votes en métropole aux premiers tours des scrutins présidentiel de 1995 et législatif de 1993. La seconde, effectuée entre les deux tours des législatives de 1997, reconstitue les votes aux premiers tours de l'élection présidentielle de 1995 et des législatives de 1997¹.

Notre approche diffère toutefois des précédentes sur trois points :

– Elle prend en compte l'ensemble des choix électoraux offerts à l'électeur, sans faire de regroupement *a priori* entre plusieurs partis ou candidats, et elle inclut la non-inscription, l'abstention et le vote blanc ou nul parmi les choix possibles.

– Elle redresse les votes déclarés sur la base des résultats réels obtenus lors des élections de 1995 et 1997 et extrapole les données des deux enquêtes à l'électorat français dans son ensemble², permettant une représentation grandeur nature des flux de

1. L'enquête de 1995 a été menée en face à face après le deuxième tour des élections. L'enquête de 1997 a été effectuée au téléphone entre les deux tours de l'élection de 1997. Dans les deux cas, les populations concernées sont les électeurs inscrits à ce moment. Seuls ceux qui ont répondu aux questions du vote du premier tour des élections de 1995 ou de 1997 ont été retenus pour l'analyse.

2. Selon la méthode des ajustements proportionnels itératifs ou *iterative proportional fitting*, cf. annexe 1.

mobilité électorale. Pour chaque couple d'élections, on obtient donc une matrice qui permet de visualiser les électeurs stables, qui ont fait le même choix aux deux scrutins – par exemple, ceux qui ont voté deux fois socialiste, ou deux fois RPR, ou se sont abstenus les deux fois – des mobiles qui n'ont pas reconduit leur choix, qu'ils aient voté pour un autre parti ou qu'ils soient passés du vote au non-vote ou *vice versa* (tableaux 1 et 2).

– Elle confronte enfin ces résultats au modèle théorique de « l'indépendance », en cherchant dans quelle mesure les flux observés entre deux élections résultent d'une distribution normale des électorats entre les choix offerts, proportionnelle à leurs poids respectifs, ou si, au contraire, ils reflètent une mobilité a-normale, statistiquement significative, témoignant de trajets privilégiés entre deux ou plusieurs électorats ¹.

On pourra objecter qu'aucune élection n'est identique et que l'électeur ne fait jamais exactement le même choix parce qu'il n'est jamais exactement confronté à la même offre. D'un scrutin à l'autre, de nouveaux partis peuvent apparaître, comme le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers qui émerge aux européennes de 1994. Inversement, en fonction des alliances électorales, tel parti peut ne pas présenter de candidat et tel candidat peut représenter plusieurs formations politiques (absence de candidat appartenant à l'UDF en 1995, candidatures d'union RPR-UDF aux législatives de 1993 et 1997, candidats de la gauche plurielle en 1997). Voter pour le même parti peut prendre des significations différentes, selon les candidats qui le représentent et selon le contexte politique. Et voter pour tel ou tel candidat, surtout dans le contexte personnalisé du scrutin présidentiel, ne s'assimile pas nécessairement à un vote pour leur parti. Enfin les remémorations de votes, toutes les études de panel le montrent, sont sujettes à caution, l'électeur reconstruisant volontiers ses comportements passés en fonction du présent (Himmelweit et *al.*, 1984). Avec ces limites, dont nous sommes conscients, nos données nous permettent d'estimer l'intensité et la direction de la « volatilité » des électeurs français au sens large – tout changement de vote –, sur des intervalles relativement brefs de deux ans, dans une période particulièrement propice à l'étude du changement puisqu'elle va des élections de 1993 et 1995, qui consacrent la défaite de la gauche socialiste, à celles de 1997 qui voient son retour au pouvoir.

LA MOBILITÉ ÉLECTORALE (1993-1995)

Le tableau 1 présente une estimation du nombre d'électeurs stables et mobiles entre les premiers tours des élections législatives de 1993 et présidentielle de 1995. Il se lit de la manière suivante. Prenons le cas de l'extrême gauche. La première ligne du tableau nous indique qu'en 1993, celle-ci a obtenu quelque 432 000 voix, soit approximativement 1,1 % des électeurs inscrits en 1993. Parmi ces électeurs d'extrême gauche de 1993, environ 113 000 ont voté au premier tour de l'élection présidentielle de 1995 pour la seule candidate d'extrême gauche en lice, Arlette Laguiller. Le pourcentage d'électeurs d'extrême gauche stables est donc estimé à 26,2 %, en gras sur le tableau. Autrement dit, d'un scrutin à l'autre, l'extrême gauche a vu fondre près des trois quarts de ses soutiens de 1993. La majorité de ses électeurs des législatives n'ont pas exprimé de vote en 1995 (118 000 d'entre eux se sont abstenus ou ont voté blanc

1. La méthode est détaillée dans l'annexe 2.

ou nul) ou, s'ils sont allés voter, lui ont préféré le candidat socialiste (62 000) ou l'un des deux candidats du RPR (39 000 pour Chirac et 29 000 pour Balladur). Mais cette mobilité n'a rien d'exceptionnel, elle reflète le poids relatif des électorats en présence. Par rapport à notre modèle d'indépendance, elle n'est pas significative.

Si on lit maintenant ce tableau en colonnes, on voit en revanche que l'électorat d'Arlette Laguiller en 1995 (plus d'un million et demi d'électeurs) est quatre fois plus important que celui des formations d'extrême gauche en 1993. La candidate de Lutte ouvrière a, d'une part, mobilisé des électeurs qui s'étaient abstenus en 1993 et, d'autre part, capté les voix d'un grand nombre de déçus du socialisme. Contrairement aux trajets précédents, ce trajet de mobilité PS-Extrême gauche est suivi d'un astérisque qui indique qu'il est *statistiquement significatif* par rapport à notre modèle d'indépendance, autrement dit que le nombre de ces transfuges est supérieur à celui qu'on attendrait, compte tenu du poids relatif de l'extrême gauche en 1995 et du PS en 1993. Et seulement un tout petit nombre de cases de notre matrice (8 sur 90) sont dans ce cas. Enfin, on peut pour chaque candidat(e) calculer ses pertes et gains *bruts* ou calculer le solde global positif ou négatif de ces mouvements, soit les gains ou les pertes *nettes*. Ainsi, le solde net de l'extrême gauche en 1995 est, au total, positif :

1 447 000 (gains bruts) – 319 000 (pertes brutes) = + 1 128 000 électeurs

On procédera de même pour toutes les tendances politiques.

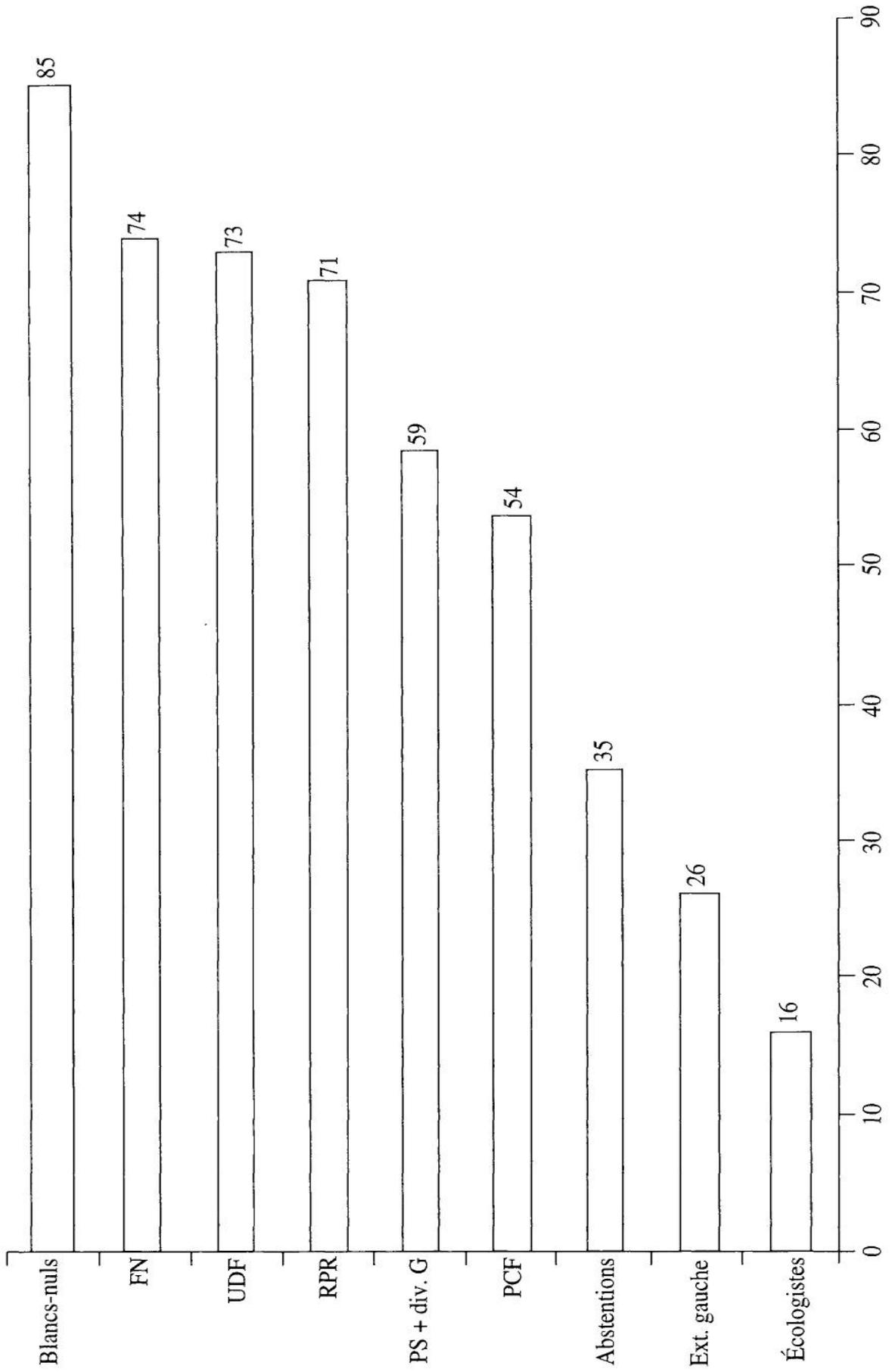
LES ÉLECTEURS STABLES

La notion même de stabilité ou de mouvement est, on l'a vu, controversée. Nombre d'auteurs considèrent qu'il n'y a mobilité électorale que dans le cas d'un changement de camp politique, c'est-à-dire lors d'un passage de la gauche à la droite ou *vice versa*. Mais cette définition, induite par le caractère bipolaire de la vie politique française, est très restrictive. On a adopté ici une définition plus large en considérant comme mobile tout électeur qui change de « tendance » politique d'une élection à l'autre, fût-ce au sein de son propre camp. Encore faut-il tenir compte du fait qu'entre deux élections, les « tendances politiques » effectivement représentées peuvent différer. Dans le cas précis des élections législatives de 1993 et présidentielle de 1995, les seules difficultés d'appréciation touchent la droite modérée : le choix d'un candidat UDF ou RPR en 1993 est largement contraint pour l'électeur par les accords électoraux passés entre les deux formations. De plus, en 1995, il n'y a pas stricte correspondance entre les deux candidats de la droite modérée, Jacques Chirac et Édouard Balladur, et les deux tendances politiques RPR et UDF. Nous avons donc considéré comme stables les électeurs UDF ou RPR qui ont voté Balladur ou Chirac en 1995.

Sur la base de ces définitions, pour la période étudiée, 50,1 % des électeurs inscrits en métropole ont reconduit leur choix de 1993, 49,9 % l'ont modifié. L'électorat de la France métropolitaine connaît donc un niveau élevé de mobilité entre le premier tour des élections législatives de 1993 et le premier tour de l'élection présidentielle de 1995.

D'un électorat à l'autre toutefois, le taux de fidélité calculé sur le poids électoral des différents partis en 1993, est très variable, comme le montre le graphique 1. Ce sont les votes « blancs et nuls » qui apparemment, sur cette période, sont les plus stables. Ils forment un noyau dur d'un peu plus d'un million d'électeurs qui, par deux fois, sont allés voter mais ont refusé de choisir entre les candidats en présence. Parmi

Graphique 1. % électeurs stables de 1993 à 1995 par électorat



ceux qui avaient mis dans l'urne un bulletin blanc ou nul en 1993, 85 % ont fait de même en 1995. Les abstentionnistes constants, eux, sont proportionnellement beaucoup moins nombreux (35 %). Ce résultat confirme le caractère intermittent de l'abstention mis en lumière par les travaux de Françoise Subileau et Marie-France Toinet (1993 ; Subileau, 1997) et par ceux de François Héran et Dominique Rouault à l'INSEE (1997), et sa sensibilité au contexte électoral : l'élection du président de la République, clé de voûte des institutions de la Cinquième République, est traditionnellement plus mobilisatrice que des élections législatives. Si l'on examine maintenant les électeurs qui se sont exprimés, un net clivage gauche-droite apparaît. Ceux qui, en 1993, votaient pour un des trois partis de droite ont été globalement plus fidèles, avec un taux de stabilité moyen de 72,3 %. Chez les électeurs du FN de 1993, dont près des trois quarts ont donné leurs suffrages à Le Pen en 1995, la stabilité est même légèrement supérieure à celle des électeurs de l'UDF et du RPR (respectivement 73 % et 71 % de votes pour Balladur ou Chirac), traduisant l'enracinement progressif du parti frontiste dans l'électorat français. La performance est d'autant plus remarquable qu'avec deux candidats de la droite modérée en lice, les chances pour que les électeurs UDF et RPR restent fidèles à leur camp est doublée. Chez les électeurs de gauche en revanche, la proportion moyenne d'électeurs stables tombe à 47,4 %. Si la majorité des électeurs socialistes et communistes sont restés (respectivement 58,5 % et 53,8 %), l'instabilité atteint un niveau record à l'extrême gauche et chez les écologistes (respectivement 26,2 % et 16,1 %). Et il nous faut comprendre où sont allés ces électeurs.

LES ÉLECTEURS MOBILES

Les mobiles gauche-droite

On peut distinguer deux types de mobilité, celle qui se fait à l'intérieur de chaque camp ou mobilité interne, reflet de la diversité des familles politiques qui les composent, et celle qui franchit la frontière gauche-droite. Le premier constat est que ce dernier type de mobilité est exceptionnel. Les transfuges gauche-droite ou droite-gauche (les cases gris foncé du tableau 1) ne représentent que 6,5 % du total, soit 2,5 millions d'électeurs sur 38 millions, et 11 % des électeurs qui, en 1993, ont exprimé un vote en faveur d'un candidat de gauche ou de droite. On remarquera qu'aucun de ces flux ne dépasse les 200 000 électeurs, à la seule exception des passages du PS vers Chirac, et que même ce flux relativement important n'est pas statistiquement significatif par rapport à notre modèle d'indépendance (sinon il serait suivi d'un astérisque). Aucun parti de gauche, aucun parti de droite ne réussit à attirer à lui, de façon systématique, des électeurs de l'autre bord. Il n'en demeure pas moins que, dans un contexte global de rejet des socialistes amorcé dès les régionales de 1992 (Habert, Perrineau, Ysmal, 1992), les électeurs de gauche ont été proportionnellement plus nombreux à donner leurs voix à des candidats de droite – 15,6 % de l'électorat de gauche de 1993 – que les électeurs de droite à donner leurs voix à un candidat de gauche – 7,6 % de l'électorat de droite de 1993. Les passages de la gauche à la droite sont deux fois plus fréquents que les mouvements en sens inverse.

Les mobiles intra-gauche et intra-droite

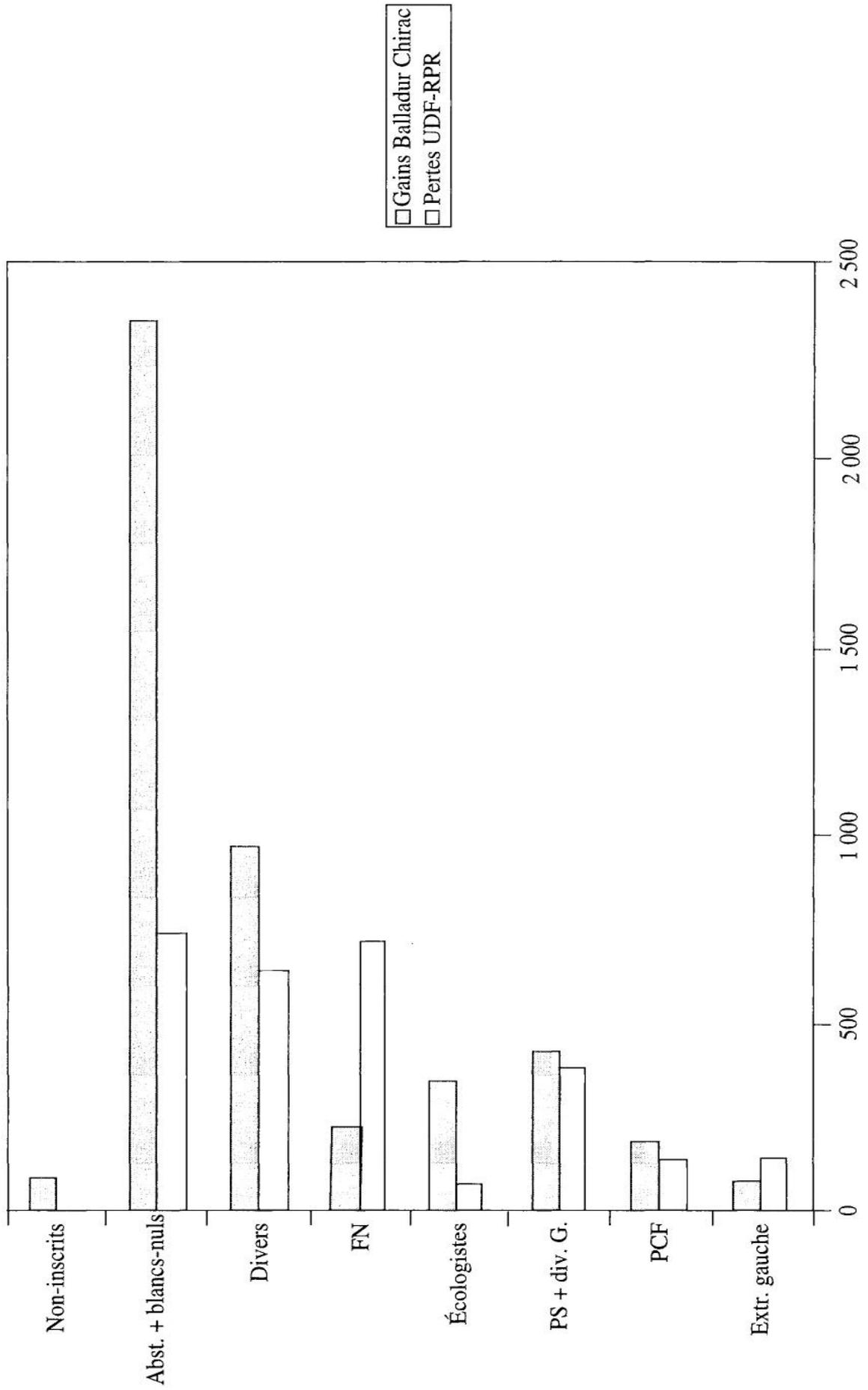
Les cases gris clair du tableau 1 correspondent à la mobilité à l'intérieur de chaque camp. Ces flux-là sont beaucoup plus importants que les précédents, et sept d'entre eux sont significatifs par rapport à notre modèle d'indépendance (marqués d'un astérisque). Au sein de la gauche (cases gris clair, coin supérieur gauche du tableau), plus d'un demi-million d'électeurs communistes de 1993 ont préféré voter « utile », en choisissant le candidat socialiste Lionel Jospin de préférence au candidat de leur parti, Robert Hue. Et ce flux est « anormalement » élevé. Mais, dans le même temps, une partie des électeurs socialistes de 1993 ont sanctionné le PS, au moins au premier tour, au profit de candidats plus marqués à gauche, en donnant leur voix soit à la candidate de l'extrême gauche (250 000) soit au candidat communiste (410 000). Et ces deux flux sont aussi statistiquement significatifs par rapport à notre modèle d'indépendance. Au total, c'est près d'un électeur de gauche sur cinq qui a été mobile au sein de son propre camp (19,6 %).

Les mouvements intra-droite sont légèrement grisés et se trouvent dans le coin inférieur droit. Il s'agit essentiellement de pertes de l'UDF et du RPR au profit des candidats incarnant une droite plus radicale. Philippe de Villiers gagne 312 000 électeurs au détriment de l'UDF et 326 000 au détriment du RPR. Le Pen, quant à lui, gagne 264 000 électeurs au détriment de l'UDF et 453 000 électeurs au détriment du RPR. Mais Balladur et Chirac ont aussi bénéficié d'un apport d'électeurs venus de la droite indépendante, dont 470 000 ont voté pour Balladur et 481 000 pour Chirac. Ces mouvements sont au total de moindre ampleur que ceux qui caractérisent la gauche, puisqu'ils ne touchent que 12,1 % du total des électeurs de droite en 1993 si l'on s'en tient aux échanges au sein du bloc UDF, RPR, FN (17 % si l'on y ajoute les électeurs des autres candidats de droite). Si l'on fait la somme des mobiles intra-gauche et intra-droite, c'est plus d'un électeur sur dix qui a été mobile au sein de son propre camp entre les législatives de 1993 et la présidentielle de 1995.

LE BILAN DES PERTES ET GAINS DE L'UDF-RPR, DU FN ET DU PS

Si l'on dresse le bilan de ces flux croisés, candidat par candidat, l'addition des voix obtenues par Jacques Chirac et par Édouard Balladur au premier tour de la présidentielle de 1995 montre que les deux candidats progressent de 4,6 % par rapport aux résultats de l'UDF et du RPR en 1993. Jean-Marie Le Pen, lui, progresse de 3,6 % par comparaison avec les scores du FN en 1993. Et c'est Lionel Jospin qui progresse le plus, gagnant 4,9 % par comparaison avec le résultat du PS de 1993. Bref, tous font mieux, si l'on excepte les écologistes dont la candidate recule de deux points et demi par rapport aux scores des écologistes en 1993. D'où les différents candidats obtiennent-ils leurs gains en voix ? Ce mystère s'explique par un flux important que, jusqu'ici, nous n'avions pas pris en compte, celui des passages du non-vote au vote. D'un scrutin à l'autre, la participation électorale a nettement augmenté. Si l'on ajoute aux abstentionnistes ceux qui ont voté blanc ou nul, ils représentent 33,8 % de l'électorat total en 1993, ils ne sont plus que 23 % en 1995. Le scrutin présidentiel a clairement remobilisé les électeurs. Et c'est le différentiel de mobilisation d'un électorat à l'autre qui a déterminé les gagnants et les perdants du premier tour.

Graphique 2. Pertes et gains 1993/1995 de la droite modérée dans les électorats



Le bilan de la droite modérée

C'est chez les électeurs qui en 1993 n'avaient pas exprimé de vote (abstentionnistes + bulletins blancs ou nuls) que les deux candidats de la droite modérée, Jacques Chirac et Édouard Balladur, ont pris le plus de voix (graphique 2). On peut calculer leur gain net, en déduisant du total des voix qu'ils ont gagnées sur les abstentionnistes et les votes blancs de 1993 celui des électeurs de l'UDF et du RPR en 1993 qui n'ont pas pris part au vote en 1995. Le bilan est nettement positif : ils engrangent ensemble un gain net de 824 000 électeurs, soit 46 % du total de leurs gains et cet afflux bénéficie principalement à Jacques Chirac qui réalise un gain net de 575 000 électeurs (contre 249 000 électeurs pour Balladur). Le second groupe où les gains des deux candidats de la droite modérée dépassent leurs pertes est celui des électeurs de la droite indépendante. En revanche, le solde de leurs échanges avec le FN est nettement négatif : les deux candidats perdent ensemble un total net de 541 000 voix.

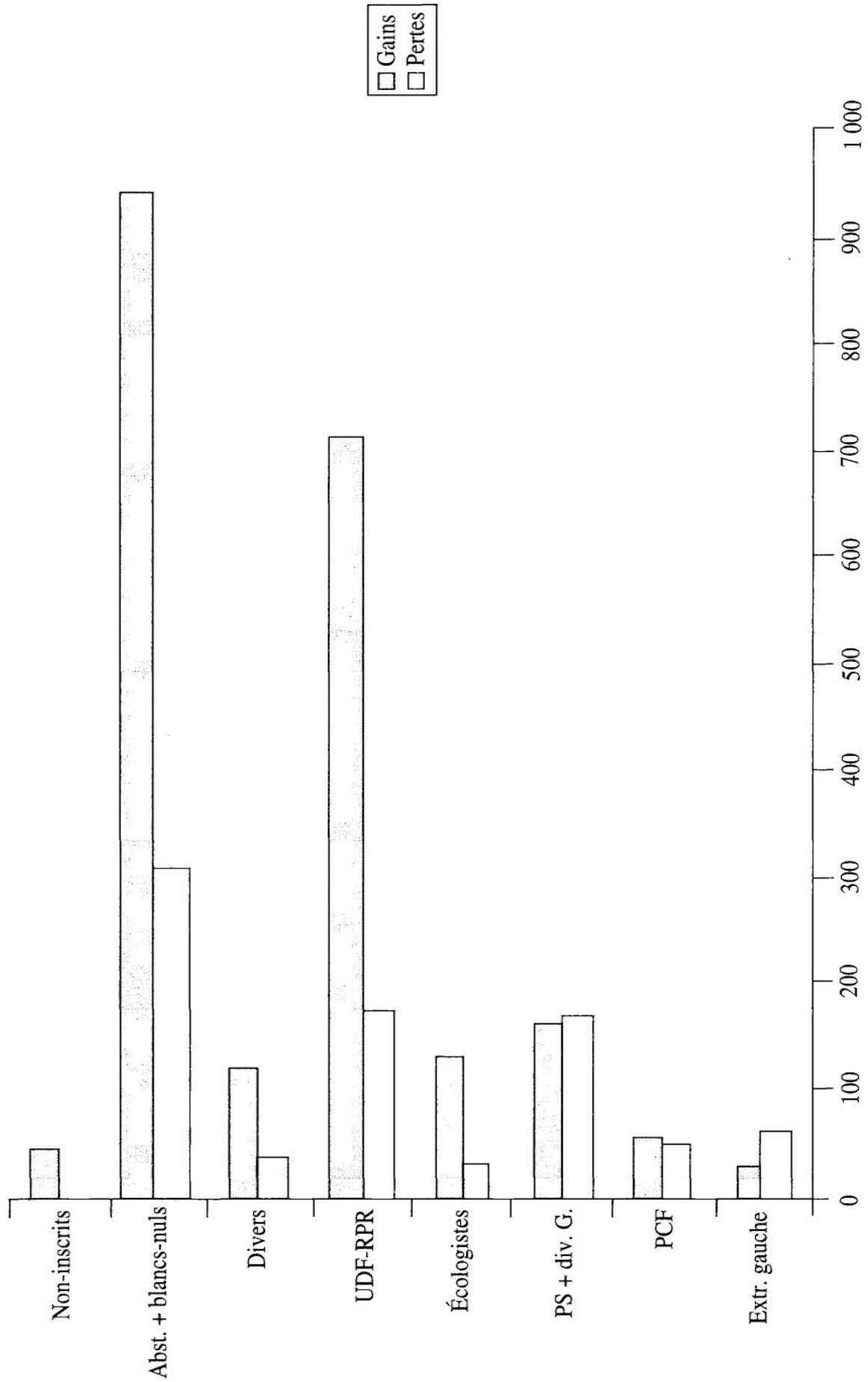
Le bilan de l'extrême droite

L'élection présidentielle de 1995 est celle où Jean-Marie Le Pen a fait son meilleur score dans un scrutin national (15,27 % des suffrages exprimés en métropole soit plus de 4,5 millions d'électeurs). Ce score s'explique d'abord, comme ceux de Chirac et de Balladur, par la remobilisation des abstentionnistes et des votants blanc ou nul de 1993 (graphique 3). Le gain net du candidat du FN est de 635 000 électeurs soit, comme pour eux, 46 % de ses gains. Sa deuxième source de gains est, on l'a vu, constituée par des transfuges de l'UDF et du RPR. Jean-Marie Le Pen gagne parmi eux un total net de 541 000 électeurs, soit 39 % de ses gains. Quant au solde net de ses échanges avec l'électorat de gauche, on notera qu'il est négatif. Le total des électeurs du FN de 1993 qui ont voté pour un candidat de gauche au premier tour de la présidentielle (268 000 dont 164 000 pour Lionel Jospin) est légèrement supérieur à celui des électeurs de gauche de 1993 séduits par Le Pen en 1995 (242 000 dont 161 000 ex-électeurs socialistes). Et surtout, ni dans un sens ni dans l'autre, ces échanges ne sont statistiquement significatifs par rapport à notre modèle d'indépendance. Il n'y a pas, pour la période considérée, d'affinité marquée entre l'électorat du FN et celui de la gauche, alors qu'il y en a une avec l'électorat UDF et RPR. Autant d'éléments qui incitent à relativiser, au moins pour la période considérée, l'incidence du « gaucholepénisme » (Perrineau, 1997).

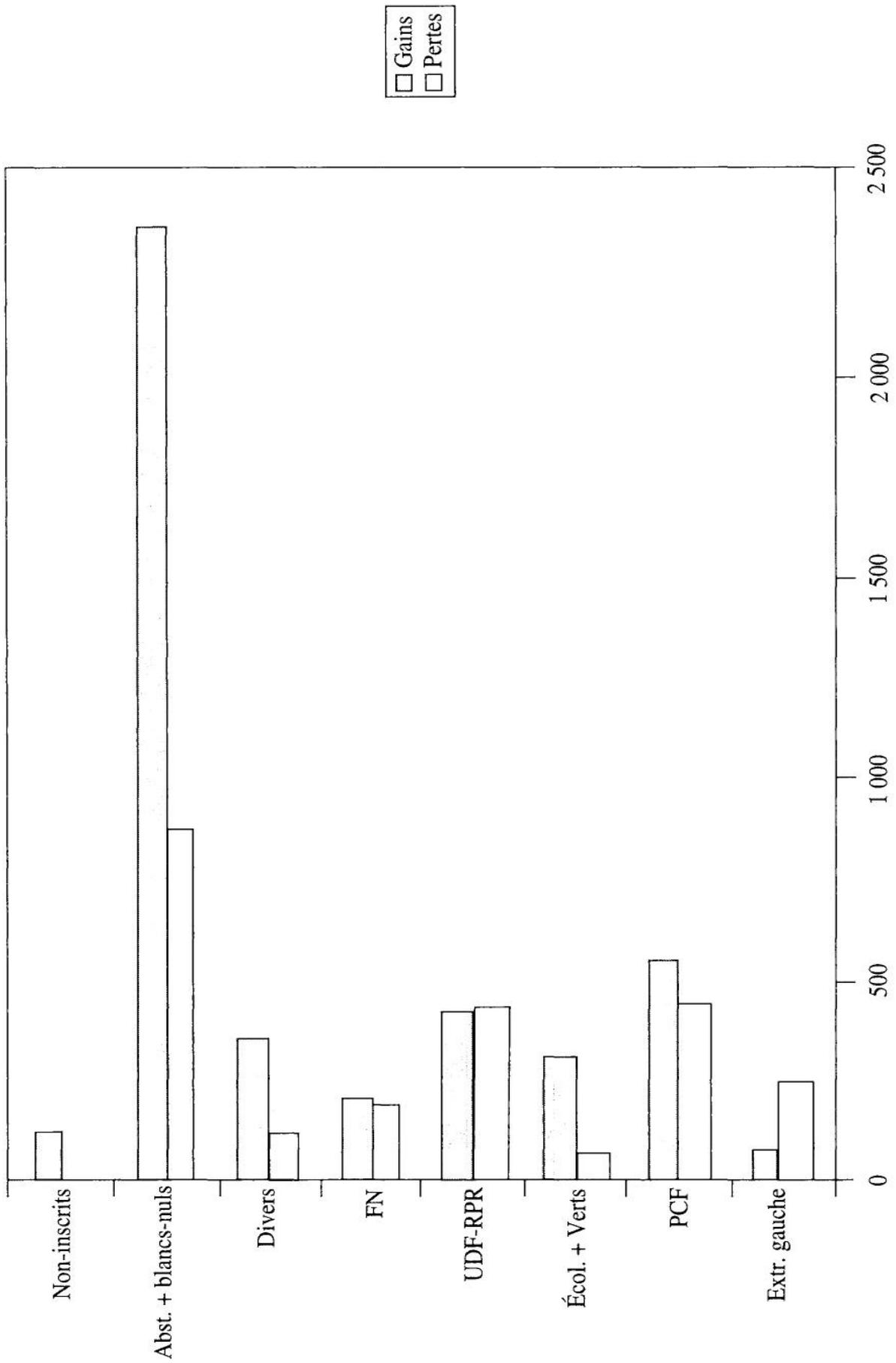
Le bilan du Parti socialiste

Lionel Jospin, lui, obtient un gain net, à droite et à gauche, au détriment du PCF (+114 000), des écologistes indépendants et des Verts (+235 000), des divers droite et divers indépendants (+201 000) et des nouveaux électeurs inscrits (+108 000). Mais ses gains de loin les plus élevés proviennent des électeurs qui, en 1993, se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul. En chiffres bruts, d'un scrutin à l'autre, Lionel Jospin en attire 2,1 millions, tandis que dans le même temps le PS en a perdu « seulement » 720 000, soit un gain net de 1,38 million d'électeurs, soit 76 % des gains totaux enregistrés par Lionel Jospin par rapport aux résultats du PS en 1993. De plus, le gain net qu'obtient Lionel Jospin dans cette catégorie d'électeurs est très supérieur aux gains de Jacques Chirac et d'Édouard Balladur réunis auprès de la même catégorie d'électeurs. La conclusion s'impose : la première place obtenue par Lionel Jospin au premier tour de l'élection présidentielle de 1995 est principalement due à la participation des

Graphique 3. Pertes et gains du FN 1993/1995 dans les électorats ($\times 1\ 000$)



Graphique 4. Pertes et gains 1993/1995 du PS dans les électorats



électeurs qui ne s'étaient pas exprimés en 1993. Et ces gains compensent largement les pertes qu'il subit du côté de l'extrême gauche.

LA MOBILITÉ ÉLECTORALE (1995-1997)

Ces résultats caractérisent les mouvements de l'électorat français entre un premier tour législatif et un premier tour présidentiel. La période suivante offre la situation inverse : le tableau 2 détaille pareillement les mouvements intervenus entre l'élection présidentielle de 1995 et les élections législatives anticipées de 1997. Qu'est-ce qui a changé ?

LES ÉLECTEURS STABLES

52,5 % des électeurs de 1995 ont reconduit leur choix – qu'il s'agisse du vote ou de l'abstention – en 1997 (chiffres en gras sur le tableau 2), 47,5 % d'entre eux ont changé, soit des chiffres très comparables à ceux qu'on observait entre 1993 et 1995. Quelle que soit la période considérée, près de la moitié du corps électoral peut donc être considérée comme mobile. Mais par rapport à la période précédente, la stabilité a changé de camp. Cette fois-ci, ce sont les électeurs des deux « grands » partis de gauche, le PS et le PCF, qui se sont montrés plus fidèles (en moyenne 61,8 % de stables) comparés à ceux des deux « grands » partis de droite (53,6 %). On constate de nouveau la grande volatilité du vote d'extrême gauche, encore plus marquée que lors de la période précédente : seuls 13 % des électeurs d'Arlette Laguiller en 1995 donnent leur voix aux formations d'extrême gauche en 1997, confirmant le caractère très « personnalisé » de ce vote en 1995. En revanche, on observe une moindre volatilité du vote écologiste : plus de 38 % des électeurs de Dominique Voynet ont donné leurs suffrages aux candidats écologistes en 1997 (alors que le taux de fidélité entre 1993 et 1995 n'était que de 16 %).

Dans le camp de la droite, c'est la relative instabilité des électeurs lepénistes qui frappe. Ils ne sont plus qu'un sur deux (51,6 %) environ à revoter pour les candidats du FN aux législatives, alors que leur taux de fidélité entre 1993 et 1995 était de 74 %. Le résultat est intéressant, car à première vue, entre les deux scrutins, le score du FN n'a quasiment pas varié, autour de 15 % des suffrages exprimés. Mais cette stabilité apparente cache des mouvements relativement importants en sens contraire. Il y a eu un renouvellement de l'électorat du FN à l'occasion de ces législatives, qu'on peut interpréter comme un recul du vote présidentiel, lié à la personne de Jean-Marie Le Pen, compensé par une montée du vote partisan, lié à l'implantation locale croissante de l'appareil frontiste, sous la houlette de Bruno Mégret.

La stabilité des « abstentionnistes » contraste également avec leur instabilité précédente ¹. Parmi ceux qui se sont abstenus en 1995, ils sont 61,3 % à le faire encore en 1997. Tout se passe comme si ceux qui s'abstiennent à l'élection la plus mobilisatrice de toutes, l'élection présidentielle, formaient un noyau dur plus susceptible de rester à l'écart du jeu électoral, surtout dans le contexte de ces élections législatives

1. On distingue ici les abstentionnistes des votants blanc ou nul, que les tableaux 1 et 2 ne distinguent pas.

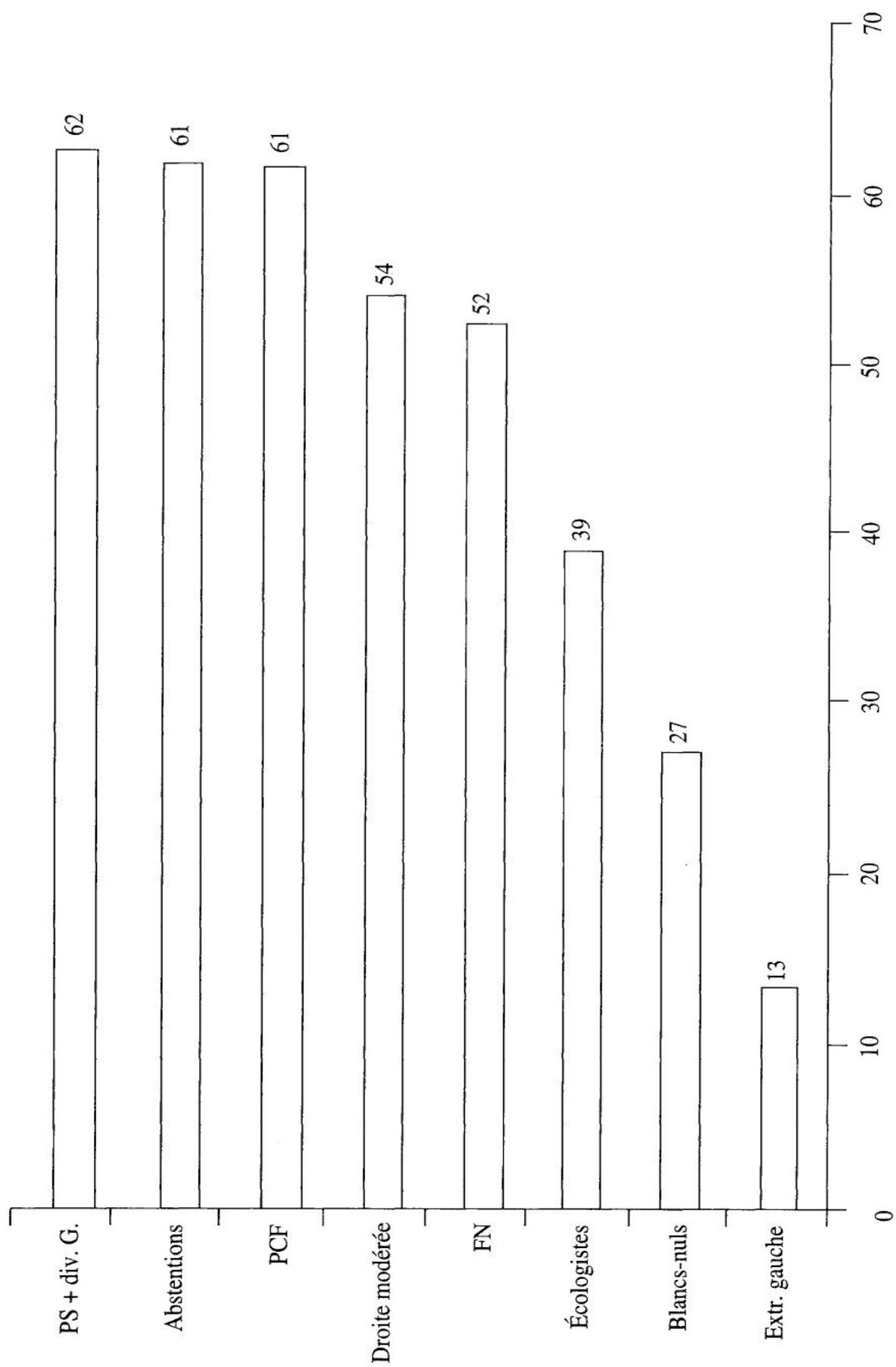
Tableau 2. Les changements de votes entre les premiers tours de l'élection présidentielle de 1995 et des élections législatives de 1997
(fréquence × 1000)

	Extrême gauche	PCF	PS + div. gauche	Écologistes	UDF	RPR	FN	Divers (incl. LDI)	Blancs-nuls Abstentions**
Laguiller	207	115*	392*	169*	44	61	65	406	461
Hue	13,3 96*	1545	389*	23	31	43	46	28	326
Jospin	106*	61,1 338*	4169	392*	65	86	92	58	1414*
Voynet		71*	62,0 174*	376	23	30	33	21	969
				38,8 81	1578	1501	358*	387*	2,6 5369
Chirac	28	69	420	132	29,4 1374	28,0 1606	263	164	14,1 5927
de Villiers	10	22	132	42	23,2 57	27,1 76	83	378	15,6 1391
Le Pen	21	48	291	90	126	168	2279	27,2 113	3,7 4421
Blancs-nuls	55	135	819	258	356	473	51,6 512	320	11,6 8543
Abstentions**									66,4 307
Non-inscrits									1,6 38020
	550	2441	7113	1583	3685	4085	3775	1537	13250
	1,5	6,4	18,7	4,2	9,7	10,7	9,9	4,0	34,9

* Trajet statistiquement significatif.

** Pour l'estimation du modèle, les votes blancs-nuls et les abstentions de 1995 et de 1997 ont été traités séparément.

Graphique 5. % électeurs stables de 1995 à 1997 par électorat



anticipées, mal comprises par la majorité des électeurs. Inversement, contrairement à ce qu'on observait entre 1993 et 1995, la majorité (72,8 %) des électeurs qui avaient voté blanc ou nul à la présidentielle n'ont pas récidivé en 1997 et la plupart de ces « mobiles » ne sont même pas allés voter (52,7 % d'abstention chez les votants blanc ou nul de 1995 qui n'ont pas revoté blanc ou nul en 1997).

LES ÉLECTEURS MOBILES

Les mobiles gauche et droite

Les passages gauche-droite se trouvent dans les zones gris foncé du tableau 2. Aucun de ces transferts n'est supérieur à ce que laisserait prévoir l'hypothèse de l'indépendance. Ils peuvent être considérés comme « normaux ». Comme durant la période précédente, aucun parti de gauche, aucun parti de droite, n'a réussi à attirer systématiquement à lui des électeurs de l'autre camp. Ce qui ne signifie pas, nous l'avons déjà souligné, qu'il n'y ait pas eu de pertes nettes ou de gains nets entre partis de gauche et partis de droite mais que ces trajets ne sont pas statistiquement significatifs par rapport à notre modèle d'indépendance.

Les mobiles passés de la gauche à la droite représentent 6,1 % de l'ensemble du corps électoral, et 10 % des électeurs qui ont voté pour un candidat de droite ou de gauche en 1995, pourcentages comparables à ceux de la période précédente. Mais si, entre 1993 et 1995, les passages de gauche à droite étaient deux fois plus nombreux que dans l'autre sens, entre 1995 et 1997, c'est exactement le contraire. Les électeurs passés de droite à gauche sont deux fois plus nombreux, signe du désarroi d'une partie de l'électorat de droite qui sanctionne une dissolution perçue comme inopportune. Les électeurs de gauche qui ont voté, en 1997, pour un parti de droite représentent 5,3 % de l'électorat des candidats de gauche de 1995 – soit trois fois moins que lors de la période 1993-1995. Les électeurs de droite qui ont voté, en 1997, pour un parti de gauche représentent 10 % de l'électorat de droite de 1995 (contre 7,6 % au cours de la période précédente).

Les mobiles intra-gauche et intra-droite

Les mouvements internes à la gauche figurent en gris clair dans le coin supérieur gauche du tableau 2. Sur les douze trajets possibles à l'intérieur de la gauche plurielle, dix sont significatifs par rapport à notre modèle d'indépendance (signalés par un astérisque), contre trois seulement pour la période précédente. Seuls les passages des électeurs de Dominique Voynet à l'extrême gauche et des électeurs de Robert Hue aux écologistes échappent à la règle. Autrement dit, il y a eu à l'occasion des législatives une redistribution notoire et inhabituelle des électeurs au sein de ce camp, les flux les plus importants allant, d'une part, de l'extrême gauche et du PC vers les socialistes (respectivement 392 000 et 389 000 électeurs), d'autre part, en sens inverse, des socialistes vers les candidats écologistes (392 000). Au total, la proportion d'électeurs mobiles, c'est-à-dire d'électeurs de gauche en 1995 qui n'ont pas reconduit leur vote en 1997, est identique à celle de la période précédente (19,3 % comparés à 19,6 %). Mais les trajets se sont considérablement diversifiés.

Les mouvements internes à la droite sont en gris clair dans le coin inférieur droit du tableau 2. Un seul d'entre eux est statistiquement significatif par rapport à notre

modèle d'indépendance, alors qu'il y en avait quatre pour la période précédente. Les anciens électeurs d'Édouard Balladur ont voté plus souvent que prévu pour les candidats du FN en 1997. Et ce flux de 358 000 électeurs représente près de 10 % de l'électorat du FN de 1997. Les anciens électeurs d'Édouard Balladur sont également passés en masse, et en quantités significativement supérieures à l'hypothèse de l'indépendance, aux « partis divers » (387 000 électeurs) qui rassemblent les candidats du Centre national des indépendants, du Mouvement pour la France et autres petits candidats. Ils représentent près d'un quart des électeurs de ces partis en 1997. Si l'on se limite aux électeurs de l'UDF, du RPR et du FN en 1995, 6,6 % d'entre eux n'ont pas reconduit leur vote en 1997, soit un pourcentage de mobiles intra-droite deux fois moins élevé que celui de la période précédente (12,1 %), et trois fois plus faible que celui que l'on observe au même moment dans le camp de la gauche.

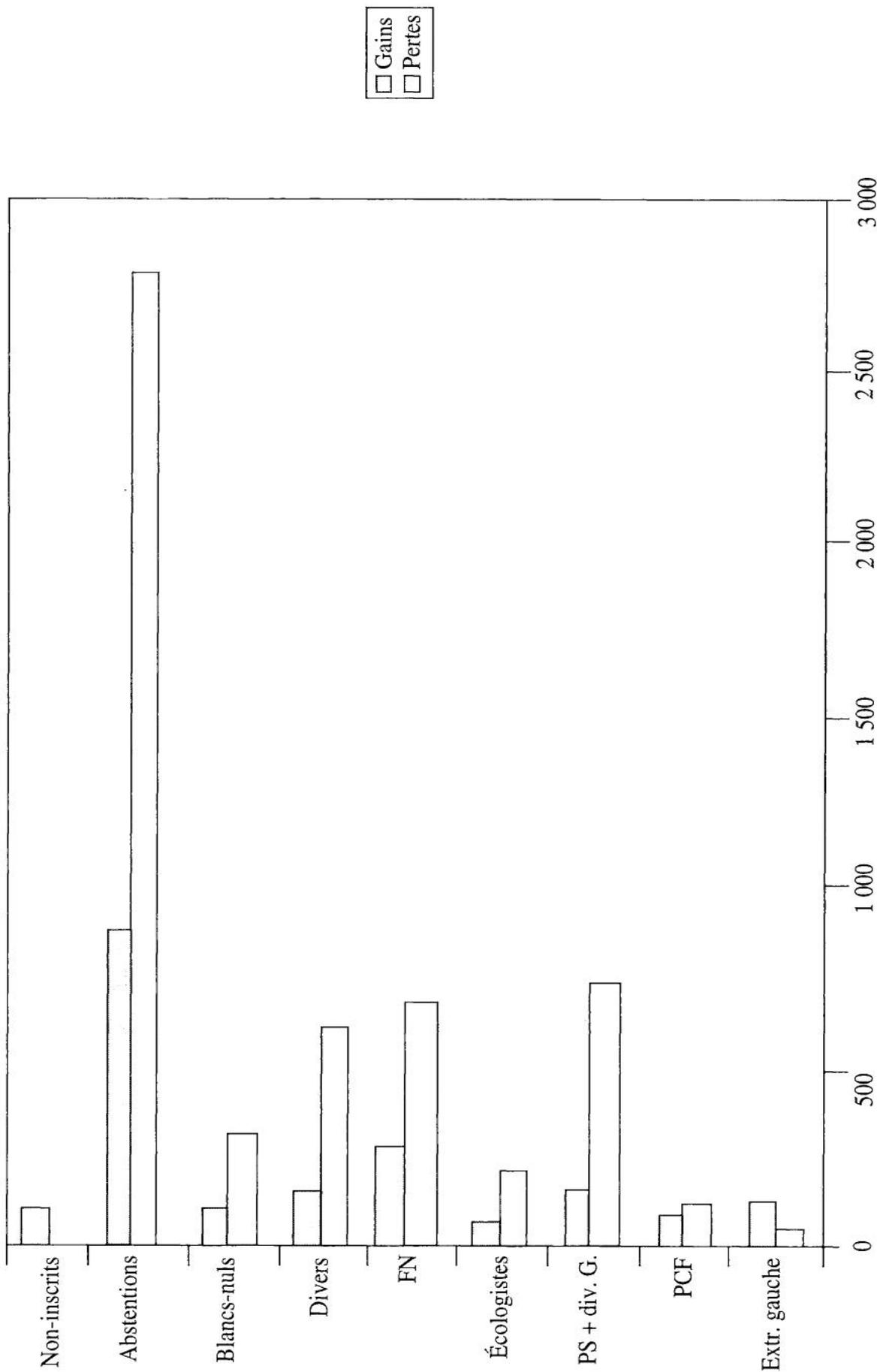
PERTES ET GAINS DE L'UDF-RPR, DU FN ET DU PS

Si entre 1993 et 1995, la plupart des tendances politiques, compte tenu de la mobilisation accrue de l'électorat, voyaient gonfler leur électorat, entre 1995 et 1997 c'est l'inverse. Il y a une démobilisation du corps électoral. Calculés par rapport aux électeurs inscrits, les scores cumulés de l'UDF et du RPR en 1997 ont baissé de près de dix points par rapport à ceux d'Édouard Balladur et de Jacques Chirac au premier tour de 1995 (20,4 % au lieu de 29,7 %). Ceux du FN, dans le même temps, comparés à ceux de Le Pen, ont diminué de 1,7 %. À gauche, les scores des communistes et de l'extrême gauche, comparés à ceux de Hue et de Laguiller, reculent également (-0,3 % et -2,6 %). Seuls les scores des écologistes, comparés à ceux de Voynet et des socialistes, comparés à ceux de Jospin, progressent de respectivement 1,6 % et 1 %.

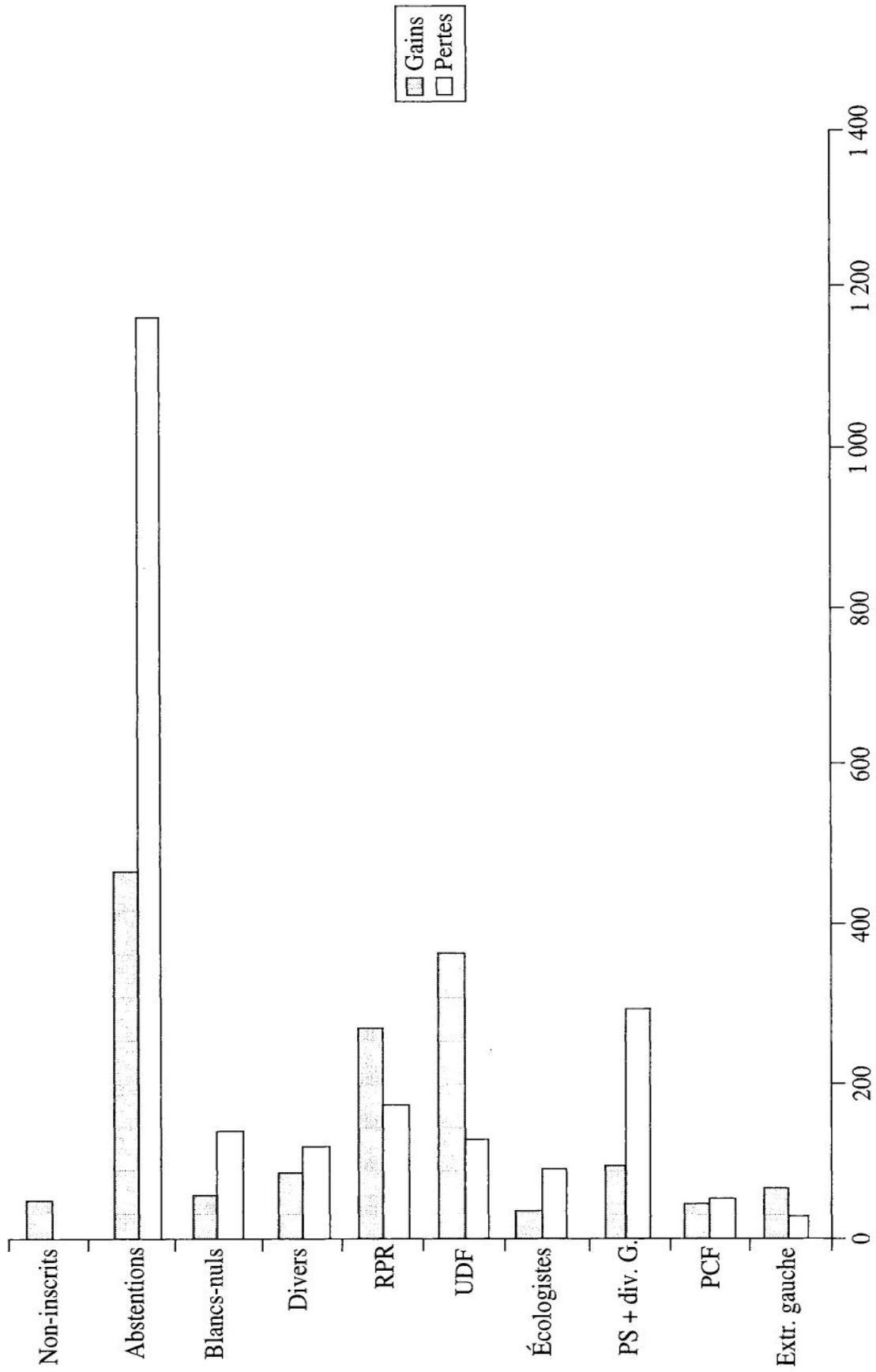
Le bilan de la droite modérée

La perte la plus importante est subie par l'UDF-RPR. 2,7 millions d'électeurs de Jacques Chirac et d'Édouard Balladur en 1995, soit près d'un quart de leur électorat total, ont préféré s'abstenir en 1997. Le solde net des pertes de Jacques Chirac et d'Édouard Balladur au profit des abstentionnistes, et des gains obtenus par l'UDF-RPR chez les électeurs qui se sont abstenus en 1995, est négatif (-1,95 million d'électeurs, soit 66 % de ses pertes nettes). Une fois de plus, l'abstention a été décisive pour les résultats du scrutin. Par ailleurs, les deux partis subissent de considérables pertes nettes au profit du PS (-526 000 électeurs), des « divers » (-418 000 électeurs) et du FN (-327 000 électeurs), ces trajets cumulés représentant un petit tiers (36 %) de la perte nette de l'UDF-RPR. Mais le rôle joué par le FN et par la droite indépendante dans la défaite de la droite modérée est décisif : ce sont les deux seuls transferts, on l'a vu, statistiquement significatifs par rapport à notre modèle d'indépendance dans le camp de la droite (tableau 2). On notera enfin que les anciens électeurs d'Édouard Balladur ont été nettement moins fidèles que ceux de Jacques Chirac. Le fait que ce dernier soit le président de la République a pu contribuer à garder ses électeurs dans le giron de la majorité présidentielle.

Graphique 6. Pertes et gains 1995/1997 de la droite modérée dans les électorats.



Graphique 7. Pertes et gains du FN 1995/1997 dans les électorats ($\times 1\ 000$)



Le bilan de l'extrême droite

Le léger recul du FN est dû à une perte nette résultant, là encore, des abstentions (-690 000 électeurs) et à une perte nette au profit du PS (-200 000 électeurs), dont le programme social, axé sur les 35 heures, la création d'emplois publics, la hausse du SMIC, a ramené à la gauche une partie de l'électorat lepéniste populaire et protestataire. Mais ce transfert, on l'a vu, pour important qu'il soit, n'est pas anormalement élevé. Ces pertes sont compensées par le solde positif (+327 000 électeurs) des échanges avec l'électorat de la droite chiraquienne et surtout balladurienne.

Le bilan du Parti socialiste

Par rapport à 1995, le PS a perdu essentiellement des électeurs au profit de l'abstention (soit une perte nette de 600 000 électeurs) et, dans une moindre mesure, en direction des écologistes (-218 000 électeurs). Mais ces pertes sont compensées par les gains nets qu'il obtient au détriment de tous les autres partis. Le PS gagne un total net de 526 000 électeurs provenant de l'UDF-RPR, de 286 000 électeurs provenant de l'extrême gauche et de 199 000 électeurs provenant du FN. S'y ajoute un gain net de 74 000 électeurs venant de Philippe de Villiers et un gain net de 69 000 électeurs qui n'étaient pas inscrits en 1995. Mais les seuls transferts statistiquement significatifs (qui s'écartent de l'hypothèse d'indépendance), sont les apports d'électeurs venus du reste de la gauche plurielle et des électeurs, principalement des jeunes, qui n'étaient pas inscrits en 1995.

Un des principaux enseignements de cette étude résumés dans le tableau 3 est, comme le soulignaient déjà D. Butler et D. E. Stokes (1974), que la mobilité électorale n'a rien d'exceptionnel. À deux ans d'intervalle, pour les deux paires d'élections étudiées, près de la moitié des électeurs inscrits a modifié son vote. Mais cette fidélité varie d'un camp à l'autre selon le contexte de l'élection. Entre 1993 et 1995, c'est l'électorat de droite qui se montre le plus fidèle ; entre 1995 et 1997, c'est inversement celui de gauche. Et il y a un noyau petit, mais relativement constant, d'électeurs qui n'expriment pas de vote – environ 13 % de l'électorat total – tantôt abstentionnistes, tantôt mettant dans l'urne un bulletin blanc ou nul.

Si l'on examine les trajets de mobilité, ce sont pour plus de la moitié des allers-retours entre le vote et le non-vote, dont l'élasticité reflète à la fois la nature de l'élection et la conjoncture politique. En tout état de cause, l'élection présidentielle mobilise plus que des élections législatives, et les passages du non-vote au vote sont trois fois plus nombreux qu'en sens inverse, pour la période 1993-1995. Entre 1995 et 1997, c'est l'inverse, ce sont les passages du vote au non-vote qui sont devenus trois fois plus nombreux (tableau 3). Mais d'un camp à l'autre, le taux de remobilisation varie. Entre 1993 et 1995, dans un contexte de rejet des socialistes, ce sont les électeurs de droite qui se mobilisent le plus et ceux de gauche qui boudent les urnes. Tandis que dans le contexte des législatives anticipées de 1997, mal reçues jusque dans le camp du président de la République, c'est l'électorat de droite qui se démobilise et celui de gauche qui va aux urnes. L'issue des élections, les deux fois, a été déterminée par l'ampleur de ces flux différentiels de mobilisation/démobilisation.

Graphique 8. Pertes et gains 1995/1997 du PS ($\times 1\ 000$)

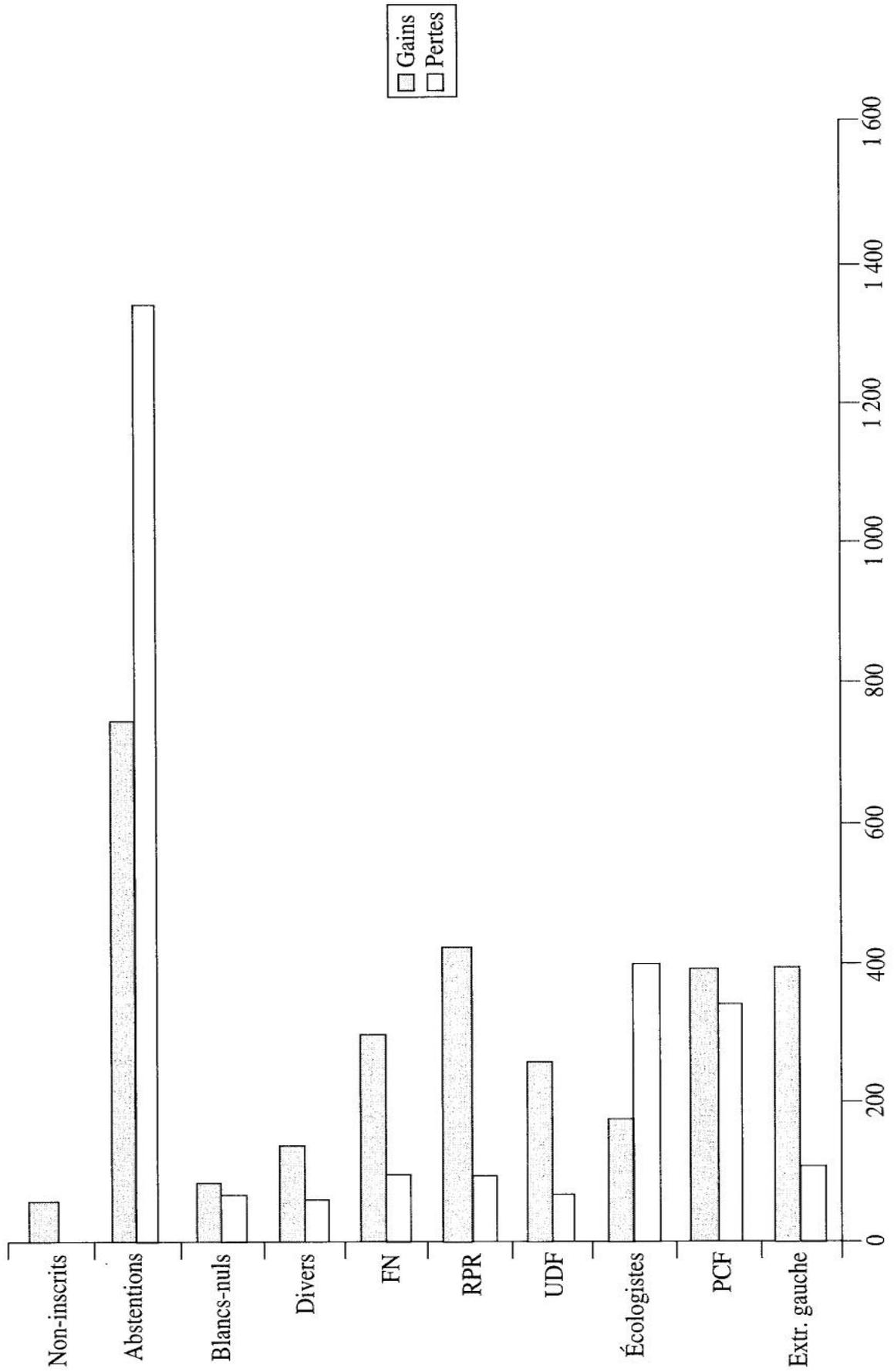


Tableau 3. Résumé des trajets de mobilité 1993/1995 et 1995/1997

1993 - 1995		1995 - 1997		
Stabilité	50 % Dont : De gauche De droite ABN ¹	12 % 24 % 14 %	53 % Dont : De gauche De droite ABN	17 % 23 % 13 %
Mobilité	50 % Dont : Intra gauche Intra droite ABN à vote	5 % 4 % 21 % Dont : ABN à vote gauche ABN à vote droite 7 % Dont : Gauche à ABN Droite à ABN 4 % 3 %	48 % Dont : Intra gauche Intra droite ABN à vote Vote à ABN Gauche à droite Droite à gauche	6 % 3 % 8 % Dont : ABN à vote gauche ABN à vote droite 19 % Dont : Gauche à ABN Droite à ABN 2 % 5 %
		11 % 10 % 4 % 3 %		4 % 4 % 6 % 13 %
	Autres mobilités	6 %	Autres mobilités	6 %

1. ABN : Abstentions + blancs-nuls

Si l'on s'en tient aux électeurs qui sont allés voter et qui ont exprimé leurs suffrages, la mobilité y est essentiellement interne à chaque camp qui profite, comme le montraient déjà J. Jaffré et J. Chiche (1997), aux partis plus radicaux : le PS perd au profit de l'extrême gauche et des communistes, ainsi que des Verts en 1997, la droite modérée, elle, perd au profit du FN et des villiéristes.

Quant aux passages gauche-droite, ils existent, leur importance psychologique et politique est indéniable, mais ils ne jouent qu'à la marge, statistiquement, ils ne sont pas significatifs par rapport à notre modèle d'indépendance. La ligne gauche-droite reste une frontière que ne franchit pas plus de 7 % du corps électoral, quelle que soit la période considérée. Le résultat met à mal l'idée reçue sur l'inconstance des électeurs, confortée par les changements rapides de majorité électorale depuis 1981. En fait, c'est l'abstention qui est déterminante. Et, pour gagner une élection, il s'agit moins d'attirer à soi les électeurs de l'autre bord, que de convaincre son propre camp d'aller voter.

ANNEXE 1. LA CONSTRUCTION DES MATRICES DE MOBILITÉ

a) 1993-1995

À partir des données de l'enquête 1995, nous avons croisé le comportement électoral déclaré par les personnes interrogées à l'élection présidentielle de 1995 par leur comportement électoral déclaré au premier tour des législatives de 1993 en procédant aux regroupements suivants :

- PS + MRG + majorité présidentielle
- Génération Écologie + Verts
- Divers + Régionalistes + Divers droite + Extrême droite
- Extrême gauche
- Parti communiste
- RPR
- UDF
- FN
- Abstentions
- Blancs-nuls
- Non-inscrits

La catégorie des non-inscrits en 1993 est celle des personnes de l'échantillon de 1995 qui déclarent ne pas avoir été inscrites en 1993. Faute des données fiables quant à cette catégorie d'électeurs en 1993, nous avons repris l'estimation de l'échantillon de 1995. Quelque 56 % de ces électeurs sont des jeunes qui n'avaient pas, en 1993, l'âge de voter. La différence entre le nombre total d'électeurs en 1993 et en 1995 est due aux non-inscrits de 1993.

Pour les élections de 1995, tous les candidats ont été pris en compte séparément, à l'exception de Cheminade exclu de l'analyse. Le choix de regrouper certaines options comme d'exclure le vote Cheminade tient à la faiblesse des effectifs d'électeurs concernés et vise à renforcer la stabilité et la solidité de l'analyse.

Rappelons que les données de l'enquête de 1995, comme de celle de 1997, ainsi que les résultats électoraux fournis par le ministère de l'Intérieur, ne portent que sur le comportement électoral en métropole.

Le tableau croisé construit sur la base de l'enquête est ensuite extrapolé, au moyen de l'application classique de l'*iterative proportional fitting*, aux résultats réels des élections de 1993 et de 1995 en métropole. Cette variante de l'algorithme EM (Estimation-Maximalisation) permet de reproduire exactement la structure des relations existant dans l'enquête, tout en ajustant les fréquences observées aux résultats réels des élections (Bishop, Fienberg, Holland, 1975).

b) 1995-1997

Pour les élections de 1995, nous avons appliqué la même méthode que pour le tableau 1993-1995. Pour les élections de 1997, nous avons procédé aux combinaisons suivantes :

- PS + MDC + divers gauche

- PC
- Extrême gauche
- Génération Écologie + Verts
- UDF
- RPR
- FN
- Divers + divers droite + LDI
- Abstentions
- Blancs - nuls

Une complication supplémentaire tient au fait que les listes électorales ont été revues au cours de la période 1995-1997. Il y a, en 1997, 537 599 électeurs inscrits de moins qu'en 1995. Les résultats électoraux des différents candidats de 1995 ont été réduits proportionnellement à ce chiffre. Simultanément, les résultats des différents partis et des différentes options ont été légèrement diminués en proportion, pour tenir compte de l'apport des électeurs qui n'étaient pas inscrits en 1995. Sur la base de l'enquête, nous avons estimé leur nombre à 1,57 % de l'électorat de 1993.

Le tableau croisé 1995-1997 a ensuite été, lui aussi, extrapolé selon la méthode de l'*iterative proportional fitting* sur la base des résultats électoraux fournis par le ministère de l'Intérieur pour la métropole.

ANNEXE 2. LE MODÈLE *MOVERS-STAYERS* ET SON AJUSTEMENT

Nous utilisons une variante du modèle dit *mover/stayer* (Blumen, Kogan, McCarthy, 1955) déjà utilisé ailleurs (Swyngedouw, 1987 ; Swyngedouw, Frogner, 1999). Ce modèle distingue essentiellement deux classes d'électeurs. L'électeur fidèle (*stayer*) est celui qui vote au cours de deux élections successives pour le même parti (y compris celui qui s'abstient à deux reprises ou vote blanc ou nul). L'électeur mobile (*mover*) est celui dont le choix partisan varie entre deux élections (ou qui passe du vote à l'abstention ou réciproquement).

Pour appliquer le modèle *mover/stayer*, nous utiliserons le modèle log-linéaire de quasi-indépendance (Bishop, Fienberg, Holland, 1975 ; Upton, 1977) qui fait usage de l'algorithme IPF, *iterative proportional fitting* (McCutcheon, 1987 ; Hagenaars, 1990).

Considérons f_{ij} comme la fréquence des électeurs observés qui votent pour le parti I en 1993 (la variable V étant le vote à la première élection) et pour le parti (candidat) J en 1995 (la variable K étant le vote à la deuxième élection), avec $I=1\dots m$ et $J=1\dots n$, m et n étant les différentes catégories de vote. Les fréquences attendues (plus précisément le logarithme des fréquences attendues), dénoté comme F_{ij} , peuvent être exprimées comme une addition d'un effet moyen α_{ij} , de deux effets marginaux δ^V_i et δ^K_j et d'un effet d'interaction δ^{VK}_{ij} .

$$\log (F_{ij}) = \alpha_{ij} + \delta^V_i + \delta^K_j + \delta^{VK}_{ij} \quad (\text{modèle saturé})$$

Ce modèle, qui contient tous les paramètres d'interaction est appelé le modèle saturé et reproduit exactement les fréquences observées. D'autre part, si l'on néglige les paramètres d'interaction δ^{VK}_{ij} , on obtient le modèle d'indépendance. Le modèle de quasi-indépendance est une variante du modèle d'indépendance qui suppose qu'il n'y a d'indépendance que dans les cellules hors diagonales. Le modèle peut être alors exprimé ainsi :

$$\log (F_{ij}) = \alpha_{ij} + \delta^V_i + \delta^K_j + \delta^{VK}_{ij} \quad (\text{modèle de quasi-indépendance})$$

avec $\delta^{VK}_{ij} = 0$ pour $i \neq j$

Afin d'obtenir les fréquences attendues sous le modèle, des méthodes itératives sont utilisées, plus spécialement IPF, *iterative proportional fitting*.

Selon toute probabilité, ce modèle ne correspondra pas aux données observées. Certaines cellules hors diagonales ne correspondront pas à la condition d'indépendance. Afin d'obtenir un

meilleur ajustement de notre modèle, nous serons obligés d'ajouter un effet d'interaction pour certaines de ces cellules hors diagonales. Cela fera apparaître quels mouvements entre deux partis (ou candidats) sont significativement supérieurs ou inférieurs à ce que laisserait prévoir l'hypothèse de l'indépendance. Afin de déterminer de quelles cellules il s'agit, nous examinerons les écarts standardisés après avoir appliqué le modèle décrit ci-dessus.

Nous ajoutons d'abord dans le modèle le paramètre d'interaction correspondant à la cellule ayant l'écart standardisé le plus élevé. Pour évaluer le nouveau modèle, nous pouvons calculer le BIC ou *Bayesian Information Criterion* (Agresti, 1990)¹. Puis, nous recalculons les nouveaux écarts standardisés et nous répétons le processus d'ajout d'un paramètre d'interaction, de calcul et d'évaluation du BIC. Finalement, nous sélectionnons le modèle avec le BIC le plus bas.

Pour le tableau 1993-1995 (N=3165), nous avons obtenu les critères d'ajustement suivants :

$df = 61$ $\chi^2 = 109,21$ $P = 0,0002$ $BIC = -337,2$ avec un log-likelihood chi carré expliqué de 74,4%.

Pour le tableau 1995-1997 (N = 2667), nous avons obtenu les critères d'ajustement suivants :

$df = 64$ $\chi^2 = 114,84$ $P = 0,0002$ $BIC = -342,3$ avec un log-likelihood chi carré expliqué de 69%.

Sur la base de ces modèles, nous pouvons alors calculer les fréquences attendues. Nous obtenons ainsi des matrices d'estimations, avec des critères de probabilité maximale (ML) pour les modèles *mover/stayer* (ajustés). Les modèles font usage de toutes les données disponibles : les résultats des enquêtes et les résultats réels des élections. Tous deux sont utilisés de manière combinée afin de parvenir à une estimation aussi exacte que possible des glissements intervenus entre élections successives. Le lecteur ne perdra cependant pas de vue que tous les chiffres cités sont des estimations, qui portent en elles les risques de fluctuation et d'incertitude inhérents aux sondages. Le fait, en particulier, qu'il faille recourir à des remémorations de votes passés doit inciter à considérer les chiffres comme des indicateurs de tendance plutôt que comme des certitudes, observation qui s'applique d'ailleurs à toute recherche de type statistique.

BIBLIOGRAPHIE

- AGRESTI (A.), *Categorical Data Analysis*, New York, Wiley, 1990.
- BISHOP (Y.), FIENBERG (S.), HOLLAND (P.), *Discrete Multivariate Analysis*, Cambridge, MIT Press, 1975.
- BLUMEN (I.), KOGAN (M.), McCARTHY (P.), *The Industrial Mobility of Labor as a Probability Process*, Ithaca, Cornell University Press, 1955.
- BOY (D.), DUPOIRIER (É.), « L'électeur est-il stratège ? », dans CEVIPOF, *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de Sciences Po, 1990, p. 175-196.
- BUTLER (D.), STOKES (D. E.), *Political Change in Britain : the Evolution of Electoral Choice*, Londres, Macmillan, 1974 (1^{re} éd. 1969).
- CLOGG (C.), « Latent Class Models for Measuring », dans R. Langeheine, J. Rost (eds), *Latent Trait and Latent Class Models*, New York, Plenum, 1988, p. 173-205.
- CREWE (I.) ed., *Electoral Volatility in Western Democracies*, Londres, Croom Helm, 1985.
- DUPEUX (G.), « Le comportement des électeurs français de 1958 à 1962 », dans F. Goguel (dir.), *Le référendum d'octobre et les élections de novembre 1962*, Paris, Presses de Sciences Po, 1965 (Cahier de la FNSP. 142).
- DUPOIRIER (É.), « Chassés-croisés électoraux », dans É. Dupoirier, G. Grunberg (dir.), *La drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF, 1986.
- GRUNBERG (G.), « L'instabilité du comportement électoral », dans D. Gaxie (dir.), *L'explication du vote*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989, p. 418-446.

1. Le BIC est une mesure qui permet la comparaison de différents modèles. Elle prend en compte non seulement le « fit » général d'un modèle, mais aussi les degrés de liberté et la taille de l'échantillon. En général, le modèle avec le BIC le plus bas sera préféré.

- HABERT (Ph.), PERRINEAU (P.), YSMAL (C.) dir., *Le vote éclaté*, Paris, Presses de Sciences Po, 1992, p. 21-30.
- HAGENAARS (J.), *Categorical Longitudinal Data*, Newbury Park, Sage, 1990.
- HÉRAN (F.), ROUAULT (D.), « Les intermittences du vote : un bilan de la participation de 1995 à 1997 », *INSEE Première*, 546, 1997.
- HIMMELWEIT (H. T.), HUMPHREYS (P.), JAEGER (M.), KATZ (M.), *How Voters Decide*, Londres, Academic Press, 1984.
- JADOT (A.) « Mobilité, rationalité ? Une exploration des itinéraires électoraux, 1973-1997 », dans P. Perrineau, A. Laurent, P. Bréchon (dir.), *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, à paraître.
- JAFFRÉ (J.), CHICHE (J.), « Mobilité, volatilité, perplexité », dans D. Boy, N. Mayer (dir.), *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 285-325.
- LEHINGUE (P.), « Faux concept et vrai problème : la volatilité électorale », *Cahiers de sociologie politique de Nanterre*, 2, 1997.
- MCCUTCHEON (A.), *Latent Class Analysis*, Newbury Park, Sage, 1987.
- MAYER (N.), *Ces Français qui votent FN*, Paris, Flammarion, 1999.
- NIE (N.), VERBA (S.), PETROCIC (J.), *The Changing American Voter*, Harvard, Harvard University Press, 1976.
- PEDERSEN (M.), « The Dynamics of European Party Systems : Changing Patterns of Electoral Volatility », *European Journal of Political Research*, 7, 1979, p. 1-27.
- PERRINEAU (P.), *Le symptôme Le Pen. Radiographie des électeurs du Front national*, Paris, Fayard, 1997.
- SUBILEAU (F.), TOINET (M.-F.), *Les chemins de l'abstention : une comparaison franco-américaine*, Paris, La Découverte, 1993.
- SUBILEAU (F.), « L'abstentionnisme : apolitisme ou stratégie ? », dans N. Mayer (dir.), *Les modèles explicatifs du vote*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 245-267.
- SWYNGEDOUW (M.), « A Pilot Study of Portuguese Electoral Shift 1976-1982 », *Quality and Quantity*, 21, 1987, p. 153-175.
- SWYNGEDOUW (M.), FROGNIER (A. P.), « Les transferts de voix entre les partis », dans A. P. Frognier, A. M. Aish (dir.), *Des élections en trompe-l'oeil. Enquête sur le comportement électoral des Wallons et des Francophones*, Bruxelles, De Boeck, 1999, p. 35-46.
- UPTON (G.), *The Analysis of Cross-tabulated Data*, Chichester, Wiley, 1977.
- YSMAL (C.), « Stabilité des électorats et attitudes politiques », dans J. Capdevielle et al., *France de gauche, vote à droite ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 1988, p. 95-138.

Marc Swyngedouw est professeur de science politique et de sociologie à l'Université catholique de Bruxelles et directeur de recherche de l'ISPO (Centre interuniversitaire d'étude de l'opinion politique) de l'Université de Leuven. Il a publié « Les nouveaux clivages dans la politique belgo-flamande », *Revue française de science politique*, 45 (5), octobre 1995, p. 775-790 et a co-dirigé (avec M. Martiniello) *Où va la Belgique ? Les soubresauts d'une petite démocratie européenne*, Paris, L'Harmattan, 1998. La présente étude a été réalisée lorsqu'il était chercheur invité au CEVIPOF-FNSP-CNRS en 1997. Ses thèmes de recherche actuels portent sur l'extrême droite en Europe, la sociologie politique et les minorités ethniques (IPSO, Université catholique de Leuven, Département de sociologie, Van Evenstraat 2c, 3000 Leuven <marc.swyngedouw@soc.kuleuven.ac.be>).

Nonna Mayer est directrice de recherche et Daniel Boy est directeur de recherche au CEVIPOF-CNRS. Ils enseignent tous les deux dans le DEA de sociologie politique et politique publique de l'Institut d'études politiques de Paris. Ils ont co-dirigé, *The French Voter Decides*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1993, et *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997. Nonna Mayer coordonne avec Gérard Grunberg et Paul Sniderman (université Stanford) une enquête expérimentale

sur les attitudes des Français à l'égard de la démocratie. Les thèmes de recherche actuels de Daniel Boy portent sur le mouvement Vert en Europe, sur la perception du développement scientifique et technique et sur les sciences et les sociétés (CEVIPOF, Maison des sciences de l'homme, 54 boulevard Raspail, 75006 Paris <mayer@msh-paris.fr> et <boy@msh-paris.fr>).

RÉSUMÉ/ABSTRACT

MESURE DE LA VOLATILITÉ ÉLECTORALE EN FRANCE (1993-1997)

L'étude mesure la mobilité électorale entre deux scrutins (élections législatives de 1993/présidentielle de 1995 ; présidentielle de 1995/législatives de 1997) à partir de deux enquêtes du CEVIPOF. Elle innove par sa définition extensive de la mobilité, incluant tous les choix possibles, non-vote et vote blanc compris, et par la distinction qu'elle fait, à l'aide d'un modèle log-linéaire, entre les trajets statistiquement significatifs et la mobilité « normale » induite par les différences de taille entre électors. On en retiendra que le taux de mobilité observé est élevé : un électeur sur deux environ change de vote entre deux élections. Mais celle-ci pour l'essentiel résulte de va-et-vient entre vote et abstention, ou de mouvements internes à chaque camp. La transgression de la frontière gauche-droite, malgré la percée d'un parti comme le Front national, reste marginale. Pour gagner une élection, il s'agit moins d'attirer les électeurs de l'autre bord que de convaincre son propre camp d'aller aux urnes.

MEASURING ELECTORAL VOLATILITY IN FRANCE, 1993-1997

The study, based on two CEVIPOF surveys, measures electoral mobility between two elections (1993 Parliamentary/1995 Presidential elections ; 1995 Presidential/1997 Parliamentary elections). It innovates by its extensive definition of mobility, taking into account all possible choices, including non voting and invalid votes, and by differentiating, with the help of a log-linear model, between statistically significant mobility and « normal » mobility generated by the differences in the size of electorates. It shows that the rate of mobility is fairly high : half of the voters change their vote in two successive elections. But most of it consists in back and forth movements between voting and non voting, or in internal mobility, within the Left or the Right camps. The transgression of the Left/Right divide is exceptional, despite the rise of a party such as the Front national. To win an election, the problem is not so much to attract voters from the opposite side as to convince those who are on one's own side to go to the polls.